

The logo for ESS France, featuring the letters 'ess' in a blue, lowercase, sans-serif font, with 'France' in a smaller, blue, uppercase, sans-serif font directly below it.

ess
France



FOCUS D'ESS FRANCE

L'ESS, une économie dopée à l'énergie citoyenne

“

L'ESS fonctionne à l'énergie citoyenne. C'est cet oxygène brut qui lui donne sa force d'entraînement, non seulement pour elle-même, mais aussi pour l'ensemble de la société.

”

Jérôme SADDIER

Édito

L'ESS fait partie des conditions d'un « futur désirable » qui reposera sur une économie plus orientée vers les besoins humains, qui prendra sa part des enjeux de la transition écologique, qui incarnera un autre rapport au travail, et qui enrichira la démocratie. Ces attentes nous obligent. Individuellement et collectivement. Dans nos comportements, dans nos engagements et dans nos organisations. Les enjeux du pays nous concernent dans l'ESS plus que jamais.

Face à la crise que nous traversons, la conviction de notre utilité n'aura fait que se renforcer, l'ESS permettant de faire vivre la solidarité jusqu'au dernier kilomètre, assurant la réponse aux besoins essentiels de nos concitoyens, et s'appuyant (plus fortement que le reste de l'économie) sur l'emploi pour relancer les activités interrompues par la pandémie.

L'ESS permet d'apporter des réponses multiples, adaptées et innovantes, aux enjeux sociaux et environnementaux. Cette approche pluridimensionnelle doit permettre d'influencer toute l'économie, d'ESSiser le modèle actuel dont chacun peut constater l'insoutenabilité. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie de demain, à condition d'agir dès aujourd'hui.

Lors du congrès de l'ESS, ESS France a souhaité mettre un focus sur plusieurs défis auxquels nous sommes confrontés.

Les livrets thématiques qui en ressortent ont pour but de rendre visible l'expertise et les possibilités offertes par l'ESS et de permettre de faire émerger des leviers d'actions afin d'irriguer le débat public en période électorale mais également de fournir des objectifs de long terme, communs à toute l'ESS.

S'il y a une idée qui fonde et même légitime notre nation, c'est bien celle de citoyenneté, qui permet de proposer un moteur d'émancipation. Mais elle n'a pas de réalité satisfaisante si, en dehors des seules échéances électorales, elle ne peut s'exprimer dans une capacité d'agir plus large.

L'ESS fonctionne à l'énergie citoyenne. C'est cet oxygène brut qui lui donne sa force d'entraînement, non seulement pour elle-même, mais aussi pour l'ensemble de la société. L'ESS assure donc à ses parties prenantes l'exercice d'une citoyenneté économique, des espaces de délibération, un pouvoir d'agir sur l'appareil économique, qui permettent de proposer et de construire une alternative à l'ordo-libéralisme, et d'avancer vers une réelle souveraineté populaire.

Les espaces de délibération produits par l'ESS sont d'autant plus précieux que nous avons assisté ces dernières années à une vaste entreprise de délégitimation, et même de déstabilisation, assumée par plusieurs gouvernements successifs, des « corps intermédiaires », tenus le plus possible à l'écart de la décision publique.

Dans ce contexte, comment œuvrer pour un exercice réel de la citoyenneté économique ? C'est l'interrogation à laquelle nous souhaitons apporter des réponses via ce livret.



Jérôme SADDIER

Président d'ESS France



ESS France

ESS France est la voix de référence de l'économie sociale et solidaire. Elle fédère les organisations nationales représentant les différentes formes statutaires de l'économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que les Chambres Régionales de l'ESS, et toute autre personne morale, de type fédération, réseau, collectif ou regroupement de niveau national qui souhaite s'investir dans ses activités. **Depuis les territoires, jusqu'à l'échelle européenne et internationale, ESS France souhaite contribuer au développement de l'économie sociale et solidaire** dans toutes ses dimensions.

ESS France existe depuis une vingtaine d'années et bénéficie depuis la loi du 31 juillet 2014 d'un agrément la reconnaissant comme **structure représentative de l'ESS à l'échelle nationale**.

Des livrets pour s'interroger sur les grands défis auxquels l'ESS doit répondre

En 2020 et 2021, ESS France a engagé une démarche inédite et ambitieuse visant à fédérer ceux qui font l'ESS autour d'une déclaration d'engagement exprimant les raisons d'agir de l'ESS pour une République sociale et solidaire, à retrouver sur <https://www.ess-france.org/>. Faisant suite à une tribune publiée par Jérôme Saddier, président d'ESS France, en mai 2020, cette démarche participative a abouti en décembre 2021 au premier Congrès de l'ESS, souhaitant répondre à l'ambition affirmée pour l'ESS de penser « plus grand qu'elle-même ». **Les travaux du congrès, appuyés sur la conviction d'une ESS comme pilier du modèle démocratique et social républicain, ont permis d'aborder divers sujets sous un angle nouveau et de penser de nouveaux horizons de son développement** et de ce qu'elle peut apporter pour orienter le progrès dans toutes ses dimensions.

Ces livrets sont la traduction de cette volonté de capitalisation des travaux engagés. Ils donnent la parole aux acteurs clés experts des thématiques identifiées que ce soit à l'échelle territoriale ou encore nationale et même internationale. Ils pourront alimenter utilement les décideurs qui veulent s'en saisir pendant ou après les échéances électorales de 2022. Plus largement ces livrets **souhaitent inspirer toutes celles et ceux qui veulent s'impliquer dans la transformation de ce monde** et faire en sorte que « les jours d'après soient les jours heureux » ainsi que le formulait le texte fondateur de la démarche.

Carte d'identité d'ESS France

ESS FRANCE, TÊTE DE RÉSEAU DE L'ESS

Toutes les structures de l'ESS représentées



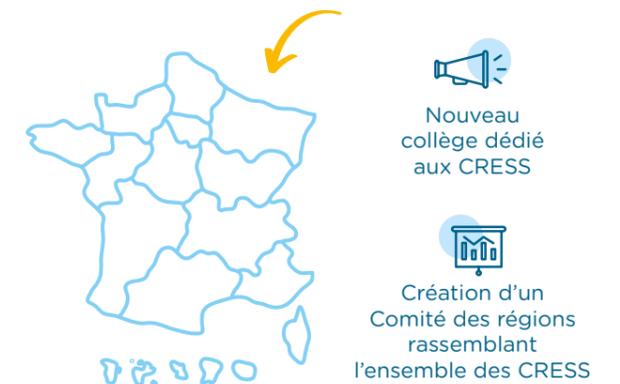
L'ESS, implantée dans l'ensemble des secteurs d'activité



LES 4 COLLÈGES



UNE PLACE PLUS GRANDE AUX TERRITOIRES



UNE ATTENTION À LA DÉMOCRATIE ET AU RENOUVELLEMENT



Engagée pour les ODD

contact@ess-france.org
www.ess-france.org

Présentation de la thématique

Dans un contexte démocratique frappé par la défiance croissante du politique et du pouvoir centralisé, l'ESS offre la possibilité aux individus d'exercer pleinement leur citoyenneté. Elle redonne aux personnes leur pouvoir de citoyen et propose des outils et des espaces pour agir collectivement et directement sur le réel. Engagée pour la citoyenneté économique et sociale, l'ESS contribue dans ce sens à faire vivre chaque jour le contrat social et l'idéal républicain. Elle donne corps à la souveraineté des citoyens, de leurs représentants élus, et à l'émancipation du peuple. En ces temps cruciaux pour notre démocratie nous, acteurs privés lucratifs ou non lucratifs et mandataires de service publics, avons la responsabilité de réfléchir à l'implication de chaque citoyen dans un projet commun de transformation de notre société.

Le projet politique inhérent à l'ESS alimente l'ensemble de la société et se diffuse à l'économie au travers d'actions utiles socialement et respectueuses de chacun. L'ESS libère les énergies individuelles et les canalise pour inventer collectivement des solutions pérennes permettant de répondre aux défis auxquels nous sommes toutes et tous confrontés. L'ESS propose en effet des espaces stimulant l'innovation autour d'outils de développement économique où la gouvernance est démocratique parce que partagée, et la visée est nécessairement soutenable. Cette façon d'être conscient et acteur de son environnement économique correspond à la notion de citoyenneté économique que promeut l'ESS. Elle vise à mettre en œuvre le droit de chacun et chacune à pouvoir s'exprimer, mais aussi d'agir sur la question économique tout en la conciliant avec un devoir de solidarité dédié à la réponse aux besoins des individus, aujourd'hui et demain.

Force est de constater que cette citoyenneté économique n'est pas toujours effective notamment dans le domaine public. La place conférée au citoyen semble plutôt en marge des lieux de décisions. Il s'agirait de renforcer la démocratie participative sans l'opposer à la démocratie représentative, ni même nier leur complémentarité. Une démocratie dans laquelle participent tous les citoyens volontaires et les organisations de la société civile, jumelée à une représentation au service de l'intérêt général est aujourd'hui un impératif pour le dialogue social et une aspiration partagée. L'inscription dans le Préambule de la Constitution de la charte de l'environnement, et du droit qu'elle instaure pour toute personne « de participer à l'élaboration des politiques publiques ayant une incidence sur l'environnement » a été un premier pas vers cette reconnaissance de la participation citoyenne. Cette démarche déjà engagée doit être à la fois approfondie et élargie aux différents champs des politiques publiques et à leurs différents niveaux de mise en œuvre.

73%

C'est le pourcentage de français se déclarant favorables à un référendum à l'initiative des citoyens à partir de 700 000 signatures.

85%

C'est la part de salariés qui estiment que la mesure de la performance d'une entreprise devrait prendre en compte les aspects humains et le respect de l'environnement.

+50%

C'est l'évolution du nombre de SCIC (Société coopérative d'intérêt collectif) depuis 2015. Elles ont pour principe d'intégrer l'ensemble des parties prenantes à leur gouvernance.

LES ENJEUX

- ✿ *Assurer un exercice réel de la citoyenneté économique ne se décrète pas. Cela doit s'accompagner de processus favorisant l'émancipation et l'encapacitation des populations.*
- ✿ *Plus que la consultation, les processus de participation des citoyens à l'élaboration et aux décisions liées aux politiques publiques sont à systématiser et à repenser de manière inclusive pour tendre vers une plus grande co-construction.*
- ✿ *Renouer le dialogue et impliquer les corps intermédiaires dans les décisions publiques permet de garantir la souveraineté du peuple, de faire valoir ses droits et opinions dans une perspective d'amélioration continue de la décision publique.*
- ✿ *Dans une économie lucrative et ultra concurrentielle, l'injonction collective est à la course aux innovations technologiques. Sans les rejeter, les acteurs de l'ESS y ajoutent souvent une dimension sociale, au service de l'humain. L'innovation sociale qui s'en dégage cherche à concilier performance économique et performance sociale, et permet à l'ESS d'être souvent en avance en matière d'expérimentation sociale. Néanmoins ce type d'innovation est mal connu et ses bénéfices potentiels sous évalués, en témoigne des dispositifs de financement rares et peu adaptés qui empêchent le déploiement de ses pleines capacités transformatrices/novatrices.*



Bérénice Dondeyne

Vice-Présidente d'ESS
France, Administratrice du
MES France



Danièle Demoustier

Maîtresse de conférences en
économie à l'Institut d'études
politiques de Grenoble

Interview croisée

Pourquoi parler de démocratie économique comme moyen d'enrichir l'exercice de la citoyenneté ?

Bérénice Dondeyne : La citoyenneté est située par les politiques publiques hors du champ économique. À côté de sa dimension politique, elle relèverait plutôt du champ social : un exercice utile relié aux valeurs républicaines, sans conséquence directe sur la manière de « faire économie ». Or les citoyen.nes se mêlent d'affaires économiques, décèlent les discriminations, bousculent les habitus, interrogent la pertinence des systèmes d'interaction et d'échanges. Des personnes, des collectifs évaluent les pratiques économiques en termes d'utilité sociale, de justice sociale, de lutte pour le climat et de droits humains. Des hommes et des femmes créent des alternatives robustes sur le champ de la production, de la distribution de produits et services, même de l'épargne et de l'investissement, pour une économie de la sobriété, qui s'oppose à une économie de la démesure et de la prédation. Plus qu'un enrichissement de la citoyenneté, la démocratie économique en est plutôt la substance, profondément réelle, puissamment politique et prospective. Elle questionne les rapports de domination, la répartition des richesses, et lève le voile vers une humanité profondément solidaire et fraternelle, humble, respectueuse de notre terre et du vivant.

Danièle Demoustier : La citoyenneté économique répond à de multiples enjeux globaux : dans la crise de la citoyenneté politique, base de notre République, car les citoyens ne voient plus comment le vote améliore leurs conditions de vie quotidienne (d'où leurs réflexes fatalistes ou la tentation du populisme) ;

dans la montée des inégalités qui ferait de certains de nos concitoyens des « citoyens de seconde zone » ; dans la crise environnementale qui oblige à changer les comportements individuels ; dans le questionnement du sens du travail qui remet en cause la subordination du salariat. Mais il y a aussi des enjeux plus spécifiques comme la revendication pour les uns ou l'incitation pour les autres, d'autonomie, de responsabilité individuelle, qui induit à la fois de nouvelles formes d'engagement et des injonctions au « pouvoir d'agir »... ; les nouvelles formes d'action solidaire territoriales encouragent la participation des ex bénéficiaires à devenir acteurs, parties prenantes des actions associatives alors que l'action sociale institutionnelle promeut l'expression des usagers. Enfin, la crise de la covid a fait émerger de nouvelles formes d'engagement sur les besoins essentiels, de proximité, d'entraide et solidarité, de faire ensemble....

“ Plus qu'un enrichissement de la citoyenneté, la démocratie économique en est plutôt la substance, profondément réelle, puissamment politique et prospective.

Bérénice Dondeyne



La démocratie économique, est-ce donc essentiel à l'émancipation des citoyens ?

B.D. : La démocratie économique est une composante centrale des droits humains et culturels. Elle requiert un exercice normal, non contestable, quelle que soit sa place dans la société. Si on pense démocratie sans le droit de questionner l'économie ni les rapports sociaux qui en découlent, alors on se coupe tout simplement de l'exercice démocratique. Or aujourd'hui, beaucoup se ressentent impuissant.es, invisibles, hors du jeu des mécanismes économiques comme des centres de décision.

D.D. : Alors que les activités économiques « hétéronomes » (selon André Gorz) ont pris une place majoritaire dans nos modes d'existence, il est nécessaire de pouvoir se les réapproprier en amont (pour en définir les objectifs, les contours et les moyens), au coeur (pour être actifs dans l'expérimentation comme dans la structuration de ces activités) et en aval (pour en mesurer les impacts sociaux et environnementaux).

Comment garantir un exercice réel de la citoyenneté économique des populations ?

B.D. : Le défi de l'économie sociale et solidaire est de réinterroger ses postures d'intervention sociale, ses pratiques d'expertise en refondant une éducation populaire et créative, critique et politique ; par conséquent en acceptant d'être bousculé.e par les aspirations des nouvelles générations et de ceux et celles qu'on invisibilise ou précarise. L'éducation populaire non assimilable à du prosélytisme est le lieu de cocréation de nouveaux espaces démocratiques inattendus, profondément culturels et subversifs.

D.D. : L'éducation populaire, largement transformée en « secteur d'activité autonome » depuis les années 1970, doit retrouver son rôle transversal, irriguer toutes les étapes de la vie des personnes comme des structures, en permettant de mettre en œuvre une mémoire, une conscience et une imagination individuelles et collectives.

En quoi l'ESS conçoit-elle son rapport au travail, et au rôle des travailleurs différemment de l'économie classique ?

D.D. : Aux origines de l'ESS, la critique de la marchandisation du travail dans « l'indigne salariat » a été le moteur des associations ouvrières qui lui ont opposé le travail associé. La montée du salariat et de ses formes de protection dans les associations, les mutuelles et les coopératives ne doit pas empêcher une remise en cause de sa subordination et de sa précarisation. L'ESS a toujours manifesté une forte capacité d'innovation pour imaginer de nouveaux statuts combinant autonomie et interdépendance ; ainsi que de nouvelles formes d'associations des travailleurs aux décisions.



L'éducation populaire, doit retrouver son rôle transversal, [...] en permettant de mettre en œuvre une mémoire, une conscience et une imagination individuelles et collectives.

Danièle Demoustier



B.D. : Le contexte néo-libéral crée des tensions qui affectent le fonctionnement de l'ESS et génèrent une crispation des modes de gouvernance. Pourtant, de nombreuses personnes en transition professionnelle perçoivent l'ESS comme domaine d'activités et d'emplois, ayant « du sens » ; c'est pourquoi l'ESS doit garantir une exemplarité de pratiques, la préservation de statuts protecteurs et instaurer des formes de gouvernance collective plus ouvertes.

L'ESS serait donc une économie du citoyen par le citoyen ?

D.D. : Comme économie privée basée sur l'engagement citoyen, l'ESS devrait pouvoir bien répondre à cette définition.

B.D. : L'ESS est plus qu'une économie du citoyen par le citoyen. Ces collectifs citoyens ne n'instaurent pas simplement des échanges économiques au nom d'intérêts particuliers mais exercent le droit de gérer des économies transformatives, impactant le fonctionnement du marché comme l'économie publique et redistributive.

“
L'économie sociale et solidaire contribue à la démocratie économique dès lors qu'elle s'assume comme espace citoyen, politique et économique.
Bérénice Dondeyne

”

Quels outils d'expression l'ESS confère-t-elle aux citoyens ? Comment les améliorer ?

D.D. : A travers ses trois fonctions : expression des besoins, structuration des réponses, revendication de leur reconnaissance dans l'espace public, l'ESS peut être un relais de l'expression citoyenne sous de multiples formes : de l'association de quartier qui permet aux habitants de donner leur avis jusqu'à la grande mutuelle qui intervient dans le débat sur l'évolution de la santé publique par exemple. Néanmoins, l'ESS a plus l'habitude de se valoriser par l'exemple, la preuve, que par le discours, l'argumentaire, ce qui donne une image très éclatée de ses objectifs. Il s'agit pour elle de mieux faire entendre collectivement la voix de ses membres ; de faire des alliances plus pertinentes avec les mouvements dits « militants » : associations de défense, de chômeurs, ONG, syndicats, nouvelles associations sur le climat...

B.D. : Et si plus de citoyen.nes engagées conféraient à l'ESS de nouveaux moyens d'expression sur les transformations sociales à venir ?

Re-politisation de l'économie, est-ce la première étape pour une réelle démocratie économique ?

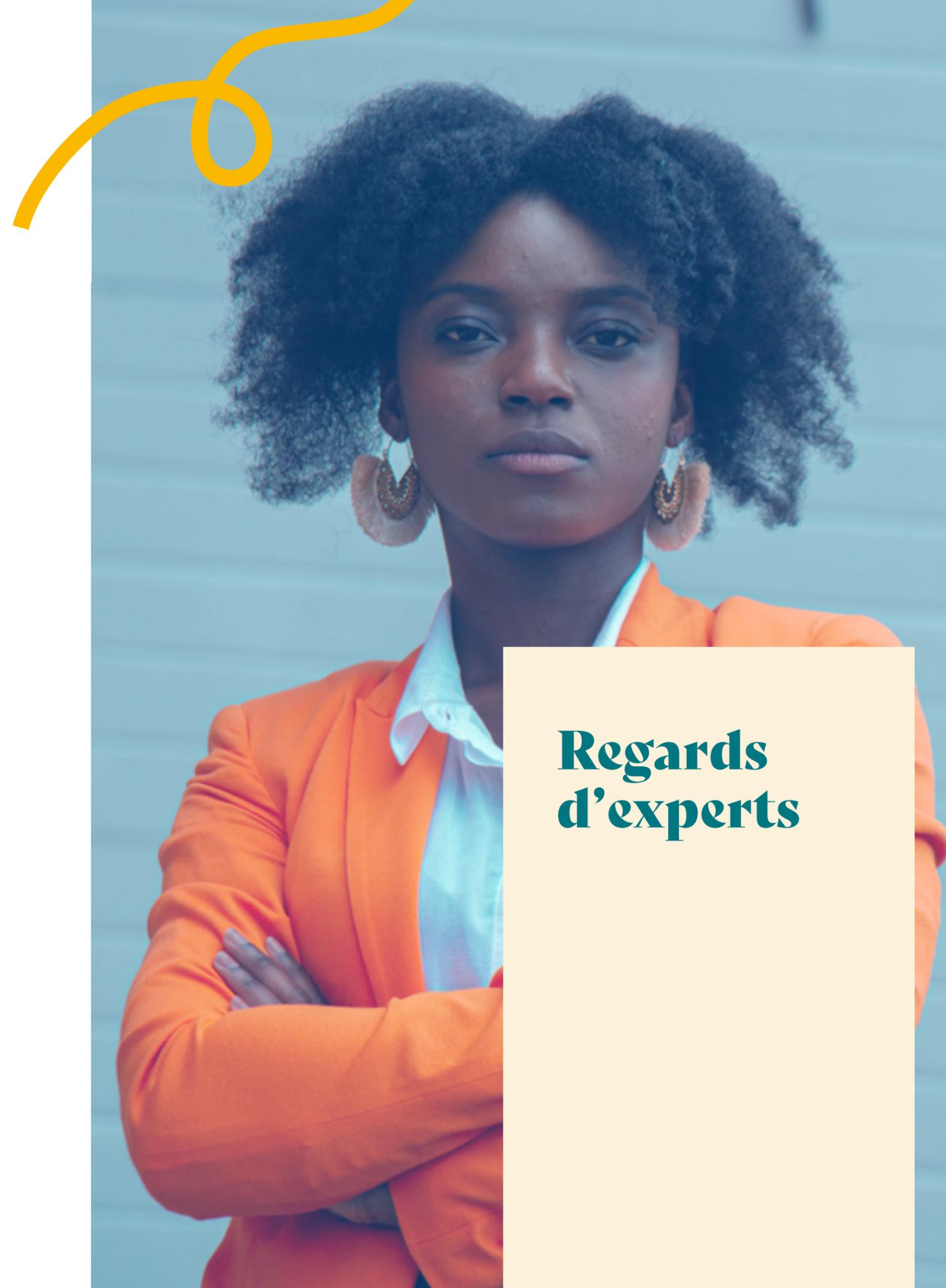
B.D. : L'économie sociale et solidaire contribue à la démocratie économique dès lors qu'elle s'assume comme espace citoyen, politique et économique, s'ouvre à l'ensemble de la société, y compris les personnes précarisées, fragilisées, empêchées.

D.D. : L'économie est, en substance, politique ; le mode d'organisation des moyens d'existence est une question politique qui concerne tout le monde, alors que la « science économique » l'a renvoyée à une fausse neutralité technique monopolisée par des « experts ». Retrouver cette dimension politique permet à la fois de redonner ses lettres de noblesse à la politique, de remettre l'activité économique dans le débat public et les controverses, contrairement à l'idée encore très répandue qu'il « n'y a pas d'alternative », et de redonner à chacun le droit à la parole à partir de sa propre expérience d'acteur économique.

Comment l'ESS peut-elle y contribuer davantage ?

B.D. : L'économie sociale et solidaire sera populaire ou ne sera pas. Au-delà de la nécessaire visibilité, allons vers la construction de récits collectifs autour de la transformation sociale, en acceptant les controverses.

D.D. : L'ESS peut y contribuer sur son territoire, en participant à la réflexion politique d'ensemble avec d'autres acteurs, divers socialement et culturellement ; et à un niveau plus global en portant une parole plus forte qui ne s'appuie pas seulement sur son expérience gestionnaire mais sur le projet politique qu'elle entend affirmer.



Regards d'experts

Stéphane Pfeiffer

ADJOINT AU MAIRE DE BORDEAUX EN CHARGE DU SERVICE PUBLIC DE L'HABITAT, DE L'EMPLOI ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE.



Stéphane Pfeiffer

BIOGRAPHIE

Stéphane Pfeiffer est l'un des benjamins de l'équipe municipale. Son engagement militant s'est d'abord matérialisé dans le syndicalisme étudiant, puis dans les associations et coopératives créant de la solidarité sur les campus. Originaire de Bordeaux, il étudie à Sciences Po Toulouse, puis à la faculté Paris X Nanterre, où il obtient un master 2 de sciences politiques, droit public et développement économique. Un temps attaché parlementaire, il travaille ensuite dans le secteur de l'ESS, sur les Sociétés coopératives d'intérêt collectif, puis sur les questions liées à l'emploi partagé. Il est co-auteur d'un ouvrage, « un nôtre monde est possible » avec Sébastien Chaillou, sur la citoyenneté économique qui est paru le 10 mars 2022.

Depuis une trentaine d'années, **les questions économiques se sont échappées de la sphère politique** qui n'en a qu'un contrôle partiel et marginal. Les évolutions du système économique vers un capitalisme financier sous l'effet de l'idéologie néolibérale ont contribué à ce déplacement. L'affaiblissement du rôle des Etats et l'affirmation du marché, ont créé un décalage éloignant l'économie de la démocratie et de la sphère citoyenne.

Face à cette situation, **que faire ?**

C'est alors que **l'économie sociale et solidaire a un rôle important à jouer**. Si l'on part du constat que l'économie est au moins en partie sortie du champ démocratique, l'objectif est alors de faire en sorte qu'elle y retourne. Par la loi, par la réglementation et par une intervention plus forte de l'Etat. Mais surtout par une reprise en main directement des citoyens de ces questions.

Dès lors que le constat d'un besoin partagé se fait, à l'échelle d'un quartier, d'un territoire, d'un pays... Il devient intéressant de réfléchir à la manière **d'accompagner l'organisation collective des citoyennes et citoyens** pour apporter une réponse économique à celui-ci. C'est ce que l'on constate par exemple dans des territoires ruraux, avec des exemples de création de boulangerie par les habitants d'un village. Cela peut aussi se réfléchir à une échelle plus importante, c'est ce que font certaines coopératives : fourniture d'énergies renouvelables, développement d'une offre de transports en train et de fret...

Cette **multiplication des initiatives citoyennes** dans l'économie contribue à la **reprise en main de l'économie par les citoyens**.

Cela est bien évidemment insuffisant, et ne peut être qu'**accompagné par d'autres évolutions majeures** (salariés dans les conseils d'administration, renforcement des services publics, ...) de manière à aboutir une **régulation citoyenne des entreprises et de l'économie**.

Cela nous, élus locaux, nous interroge dans **notre manière de pratiquer la politique**, d'exercer le pouvoir et ainsi dans la définition de nos politiques publiques et nos actions.

Cette question économique doit être intégrée dans les réflexions sur la participation citoyenne, sur la démocratie permanente.

Cela implique aussi un **changement de posture des élus** qui doivent accepter de **déléguer une partie de « leur pouvoir » à des collectifs citoyens organisés**, et ainsi d'établir de nouveaux modes de collaboration avec ces collectifs.

“

Cette question économique doit être intégrée dans les réflexions sur la participation citoyenne, sur la démocratie permanente.

”

C'est ce que nous expérimentons au quotidien à Bordeaux avec certains lieux emblématiques de la ville comme la Garage Moderne ou la Fabrique Pola. Aussi, cela nous amène également à **impliquer davantage les habitantes et les habitants de nos quartiers dans certains projets à vocation économique**.

C'est pourquoi dans le cadre de notre candidature à l'expérimentation territoire zéro chômeur longue durée, **nous partons certes des envies des personnes privées durablement d'emplois, mais aussi des besoins des habitants du quartier retenu** que nous devons accompagner pour qu'ils créent par eux-mêmes une réponse à ce besoin identifié.

Et finalement, **l'économie sociale et solidaire nous propose un cadre de création d'activités économiques** avec une gouvernance partagée, impliquant la diversité des parties prenantes impliquées sur un projet, et notamment les citoyens qui peuvent alors devenir maîtres d'outils à vocation économique.

Carte blanche

Nous avons le sentiment que les débats sur les questions économiques ont été confisqués par quelques-uns, des experts qui détiendraient la vérité sur ce qu'il faut faire. Or, parler d'économie ce n'est rien d'autre que de réfléchir à l'utilisation, et à la non-utilisation et à la protection des ressources qui sont à notre disposition dans le cadre d'un objectif commun et partagé. Il est alors plus que jamais nécessaire de réhabiliter l'économie comme un sujet de discussions, de débats, de controverses. Il est nécessaire et indispensable que collectivement, acteurs publics, acteurs de l'ESS, nous contribuions au développement d'une forme d'éducation populaire et citoyenne à l'économie.

Patricia Coler

DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DE L'UFISC
CO-PRÉSIDENTE DU MOUVEMENT POUR L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE FRANCE

Des milliers d'initiatives solidaires essaient partout sur les territoires : régies de quartier, amap, tiers lieux solidaires, monnaies locales, lieux et collectifs culturels et d'éducation populaire, ressourceries, épiceries solidaires, commerces équitables, systèmes d'échanges locaux, accorderies, garages solidaires... Elles témoignent de la **formidable aspiration des personnes à participer activement de l'organisation de la vie sociale, de façon collective**, à partir de combats pour les droits, pour les liens sociaux, pour des processus nouveaux. There Is So many Alternatives !

Elles nous invitent à redécouvrir que l'économie n'est pas donnée, mais qu'elle constitue l'organisation des moyens pour mener nos activités, nos conditions d'existence, la valeur de nos vies. La puissance des imaginaires est déjà en action et doit se déployer encore : par la critique au quotidien des normes capitalistes, la recherche de sens, l'invention de nouvelles formes, la richesse de la diversité et du collectif.

C'est pourquoi **notre vision de l'Économie Sociale et Solidaire n'est ni celle d'un secteur, ni celle d'entreprises spécifiques sur un marché mais bien celle d'un mouvement** culturel, citoyen, politique, capable d'inventer, à partir d'enjeux de solidarité démocratique, les changements de pratiques et d'organisation collective.

À travers une **approche démocratique de l'économie**, à laquelle toutes et tous doivent pouvoir contribuer, l'économie sociale et solidaire permet de développer ces espaces d'action, d'éducation populaire et de réflexion indispensables pour créer, exprimer, partager, délibérer, contribuer.

Fondé il y a plus de 20 ans sur ce socle, mettant les pratiques réelles en exergue pour une transformation du local à l'international, le **Mouvement pour l'Économie Solidaire a coordonné** en 2021 un travail collectif de contributions et d'agoras qui a permis de publier **Le manifeste pour une citoyenneté favorisant la démocratie économique**, porté par plusieurs organisations.

Lors de l'atelier du congrès d'ESS France, **plusieurs leviers d'action ont été mis en lumière** :

✳ **Soutenir la diversité des initiatives et des processus** par une approche de confiance en la pluralité, le droit à l'erreur et à l'expérimentation, par des politiques de coopérations et de décloisonnement, qui soutiennent les ingénieries territoriales, facilitent l'exercice du pouvoir d'agir et de la co-production des savoirs.

✳ **Étendre la démocratie dans l'entreprise** par un travail sur le sens de finalités indissociables des façons de faire et par des gouvernances plus collectives, partagées, démocratiques.

✳ **Garantir l'exercice des droits humains** en allant plus loin que la réponse aux besoins des personnes, pour favoriser des espaces d'accès, d'exercice et de conquête de droits (les initiatives solidaires font bouger les droits sociaux, les droits économiques, les droits culturels, les droits des femmes et des luttes contre les assignations, les droits sur l'environnement et le numérique, etc.).

✳ **Assurer une économie sociale et solidaire populaire**, plus investie auprès des personnes les plus pauvres et les plus en difficultés, en appui de leurs réalités mais surtout en travail à la source des inégalités par le refus de l'invisibilisation et de l'assignation, par la reconnaissance des capacités des personnes et des collectifs, par le renforcement des systèmes de protection structurants (en abrogeant la réforme de l'assurance chômage de 2021, en développant les services collectifs publics et non lucratifs...) et des collectifs de proximité (tels les collectifs de femmes, les coopératives d'activités et d'emploi, les collectifs de chômeurs, les tiers-lieux...).

✳ **Développer les communs**, entre citoyen.ne.s et producteur.ice.s de biens et services, par des coopérations territoriales qui font systèmes d'action, par des processus de co-construction de l'intérêt général et de l'action publique.



Patricia Coler

BIOGRAPHIE

Patricia Coler est co-Présidente du MES - Mouvement pour l'Économie Solidaire et déléguée générale de l'UFISC - Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles. Elle siège au sein du CSESS ainsi qu'au Ripess Europe, dont le MES est membre fondateur. Le MES réunit plusieurs milliers d'initiatives à travers ses membres, fédérations nationales (Artisans du Monde, Miramap, Cnlrq, Ufisc...), réseaux régionaux (Apes, Ardes, Cresol, Mes Occitanie...), structures, chercheur.euse.s et citoyen.ne.s. Par la coopération, l'accompagnement territorial et la coconstruction des politiques publiques, ceux-ci défendent et contribuent au développement d'une économie solidaire, démocratique et de transformation.

Carte blanche

Culture et économie : un oxymore ? Au contraire ! La diversité économique est directement liée à la diversité culturelle. Les personnes et leurs ressources culturelles sont à la source des capacités d'innovations et d'organisations socio-économiques. Si nous pensons que la concentration des pouvoirs, des légitimités culturelles comme des savoirs appauvrit nos facultés collectives, il est urgent d'engager un vaste mouvement pour favoriser, par des pratiques réelles, l'exercice des droits culturels liés aux droits civils, économiques et sociaux. Respectons la dignité des personnes, prenons le temps de la relation et de la réciprocité, ouvrons les cœurs et les cerveaux par la puissance des participations artistiques et culturelles, menons des processus d'éducation populaire d'émancipation, donnons du souffle aux imaginaires !

“

Notre vision de l'Économie Sociale et Solidaire n'est ni celle d'un secteur, ni celle d'entreprises spécifiques sur un marché mais bien celle d'un mouvement culturel, citoyen, politique, capable d'inventer, [...] les changements de pratiques et d'organisation collective.

”

Laurence Ruffin

PDG DE LA SCOP GRENOBLOISE ALMA
MEMBRE DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA CGSCOP



Laurence Ruffin

BIOGRAPHIE

Diplômée de l'ESSEC, Laurence Ruffin débute sa vie professionnelle dans le conseil en stratégie puis choisit de s'orienter vers l'ESS en intégrant l'Union Régionale des Scop. En 2009, elle devient PDG de la Scop grenobloise Alma, un groupe de 170 personnes impliqué dans l'édition de logiciels et les services numériques. Alma est détenue à 100% par ses salariés et a instauré des pratiques originales en matière d'organisation et de participation. Laurence Ruffin est membre du Bureau de la CGSCOP.

* Le rôle des entreprises face aux défis sociaux et environnementaux

Le mouvement des Scop et des Scic a engagé une réflexion sur la citoyenneté économique car nous avons la conviction que les entreprises doivent jouer un rôle majeur face aux défis sociétaux et environnementaux. La crise sanitaire a depuis légitimé et amplifié cette réflexion.

Les idées foisonnent depuis quelques années pour imaginer l'entreprise du « monde d'après », loin de la définition de Milton Friedman qui ne visait qu'à « accroître les profits ». La loi Pacte a ouvert une voie intéressante sur l'engagement des entreprises et leur finalité. Cette inflexion législative est positive, mais ne représente qu'un changement limité au regard de l'ampleur des enjeux.

* La refonte de l'entreprise par la coopération

L'évolution de la gouvernance des entreprises, si elle n'est pas suffisante en soi, est selon nous un passage inévitable. La culture démocratique est ancrée dans nos références de citoyens occidentaux. Chaque individu est reconnu et a le droit de contribuer à l'élaboration des décisions, en élisant son président ou son maire. Or, paradoxalement, quand les Français franchissent la porte de l'entreprise, ils se défont de leur habit de citoyen. Repenser l'entreprise nécessite d'intégrer toutes les parties prenantes, à commencer par les salariés.

* 4 piliers interdépendants

Les travaux d'observation et de réflexion parmi les Scop et les Scic ont permis d'apporter une définition de la citoyenneté économique articulée autour de quatre principes.

À nos yeux, le premier pilier de la citoyenneté économique est le **partage du pouvoir et des décisions**. Il conditionne tous les autres.

La gouvernance démocratique repose sur la transparence, la formation (économique), des lieux de construction des décisions... La démocratie économique prend tout son sens dans une coopérative puisque les salariés sont aussi les associés de leur entreprise.

Le deuxième pilier de la citoyenneté économique, facilitée par le premier, est le **partage de la valeur créée** et le souci de la solidité financière, autrement dit le rapport de l'entreprise à l'argent. Une entreprise citoyenne partage équitablement le résultat entre les salariés, les associés et ses propres réserves. Et le capital sera utilisé comme une ressource, dont le rendement attendu est modéré.

“

Nous avons la conviction que les entreprises doivent jouer un rôle majeur face aux défis sociétaux et environnementaux. La crise sanitaire a depuis légitimé et amplifié cette réflexion.

”

Encourager la pratique démocratique, c'est naturellement se soucier de l'épanouissement des personnes et donc de la qualité de vie au travail. Le troisième pilier de la citoyenneté économique se concentre sur **l'épanouissement et l'émancipation des individus**.

Enfin, aucune chance qu'une entreprise soit citoyenne si elle se désintéresse des grands sujets de préoccupations de notre époque : l'écologie, l'emploi, l'égalité femmes-hommes... Le quatrième pilier s'intéresse au souci que l'entreprise a de son **impact social et environnemental**.

* Insuffler la citoyenneté dans l'économie tout entière

Les Scop et les Scic portent une vision qui remet l'économie au service de l'humain et du bien commun, en donnant au salarié-citoyen une place dans l'entreprise. Elles expérimentent et démontrent les bénéfices qu'apporte la démocratie en entreprise à l'épanouissement des personnes, la performance des entreprises mais aussi, au-delà, à la société, en réduisant les inégalités, en stimulant l'envie de faire ensemble ou l'engagement dans la transition écologique. Cela plaide pour que leurs expériences et les principes qui les fondent (et qui ont fait leurs preuves) se diffusent plus largement.

Carte blanche

De nouveaux indicateurs

Nous travaillons à l'élaboration d'indicateurs de citoyenneté économique sur ces quatre piliers.

Il s'agit de proposer un référentiel pour toutes les entreprises volontaires qui souhaitent s'évaluer facilement, donner de la transparence et s'engager dans une démarche d'amélioration vers une citoyenneté économique, quel que soit leur niveau de maturité. Ces indicateurs permettront de contribuer activement au débat public en défendant la nécessité de mesurer la performance d'une entreprise sur d'autres critères que la croissance de son chiffre d'affaires ou de ses bénéfices.

APES (Acteurs Pour une Economie Solidaire - HDF)

CHIFFRE CLÉ

21

ANS

CHIFFRE CLÉ

160

ADHÉRENTS

CHIFFRE CLÉ

2 000

ACTEURS TERRITORIAUX

CHIFFRE CLÉ

30

COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

À l'appel de dirigeants, l'APES réunit depuis 2001 des structures et individus autour des 4 piliers de l'ESS. Lors des confinements, le groupe « veille » s'est interrogé sur « le monde d'après ». Le contexte sanitaire a mis en lumière l'éloignement des productions et des décisions... La logique de proximité, l'agir pour relocaliser les productions... sont apparus comme des nécessités vitales pour continuer à vivre socialement : La PLUSS démarrait !

Agir pour des Productions Locales Utiles Solidaires et Soutenables passe par un référentiel, un travail avec les partenaires (ESS ou non), les territoires... et suppose de valoriser l'existant pour aller plus loin.

“

Le choix d'agir pour des productions locales nous tenait à coeur, car ce mouvement était en route, notamment au niveau alimentaire. Le contexte sanitaire a été un amplificateur.

Mais, c'est bien sur l'ensemble des domaines de production que nous portons l'attention, même si des secteurs sont particulièrement complexes ou contrôlés (textile, santé, éducation, transports...).

Il s'agit de créer les conditions de la coopération, des relations bilatérales... de générer du lien social et de la capacité d'agir à partir des échanges économiques

”



**ANNE-MARIE
FLANDRIN**
Administratrice de
l'APES

Et si ... on relocalisait l'économie ?

- Raisonner « économie circulaire » : recyclage des produits, limitation du pillage des ressources (les huiles de fritures deviennent carburant, les vêtements ont 2, 3 vies, redeviennent du tissu...)...
- Développer des transports doux (les livraisons et entreprises à vélo, en auto-partage...)
- Utiliser internet pour partager les ressources et les communs (logiciel libres), pour partager la gouvernance (framadata...)
- Les citoyens inventent des systèmes économiques plus résilients dès qu'ils reprennent du pouvoir d'agir dans leur environnement.

Paroles d'acteurs

La Ligue de l'enseignement

CHIFFRE CLÉ
20 000
ASSOCIATIONS
ADHÉRENTES

CHIFFRE CLÉ
102
FÉDÉRATIONS
DÉPARTEMENTALES
PRÉSENTES SUR LE
TERRITOIRE

CHIFFRE CLÉ
13
UNIONS RÉGIONALES
PRÉSENTES SUR LE
TERRITOIRE

CHIFFRE CLÉ
200 000
BÉNÉVOLES ENGAGÉS
DANS LES ACTIONS QUE
MÈNENT LA LIGUE ET SON
RÉSEAU.



PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Actrice de l'ESS, la Ligue de l'enseignement est un mouvement associatif laïque et d'éducation populaire reconnue d'utilité publique. Avec près de 20 000 associations, 102 fédérations départementales, 13 unions régionales et plus de 5000 salarié.e.s, elle est présente, partout en France, en métropole et en outre-mer.

La Ligue de l'enseignement a pour but d'inscrire ses actions vers un modèle de société plus juste, plus libre et solidaire. Nous souhaitons une société collective et inclusive pour toutes et tous, apprendre par et avec les autres. La Ligue s'engage à construire la solidarité et à agir contre les inégalités du quotidien.

La Ligue de l'enseignement se positionne comme structure de transformation sociale pour le bien du plus grand nombre. Son projet, aujourd'hui, est de développer des projets donnant l'accès à l'éducation, à la culture, aux loisirs, aux vacances, au sport pour tous et à l'engagement.

Nous développons des projets dans le champ social comme des crèches, des centres sociaux, des espaces de vie sociale, caravane itinérante d'accès aux droits, mais aussi des initiatives innovantes, qui s'inscrivent dans le champ de l'ESS, tels que des tiers-lieux, des coopératives jeunesse de service ou de jeunes majeurs, des chantiers d'insertion, ainsi que des pôles territoriaux de coopération économique. La Ligue de l'enseignement accompagne le développement de la vie associative locale par la mise en œuvre d'actions individuelles et collectives. Nous attachons à susciter l'engagement notamment à travers les juniors associations et le service civique.

Et si ... nous co-construisions des politiques publiques ?

Nous souhaitons nous inscrire dans une démarche de co-construction des politiques publiques qui prennent en compte les connaissances et le savoir-faire des structures de l'ESS dont les associations, actrices incontournables du terrain.

Nous souhaitons nous inscrire dans une démarche de mise en œuvre des politiques publiques de partenariats qui placent les citoyennes et les citoyens au cœur des projets territoriaux et qui répond à des enjeux d'intérêts généraux.

Qui de mieux que les personnes concernées pour répondre à leurs besoins.

“

L'ESS est une économie qui donne du pouvoir d'agir aux citoyens. En repositionnant l'humain au cœur du projet, elle s'inscrit dans une logique « pour » et « avec », mais aussi « par ».

L'éducation populaire a une grande importance et un rôle à jouer dans l'ESS, ils font sens commun pour créer de la plus-value sociale en s'appuyant sur les individus et les acteurs de manière collective.

L'éducation populaire, c'est comment on apprend en dehors de l'école et de sa famille, de façon complémentaire. L'alliance de l'éducation populaire et de l'ESS est cruciale, car l'ESS ne peut se passer de méthodes de pédagogie active intégrant au plus proche les bénéficiaires et les citoyens dans le projet et ce dans une optique de transformations et de changements sociaux.

Ces méthodes donnent une place à part entière aux individus en leur donnant la possibilité de donner leur avis, de décider et d'agir.

”



SLIMANE BOURAYA
Administrateur
de la Ligue de
l'enseignement,
délégué à l'ESS

CNLRQ (Comité National de Liaison des Régies de Quartier)

CHIFFRE CLÉ
1980

CRÉATION DE LA PREMIÈRE RÉGIE DE QUARTIER À ROUBAIX.

CHIFFRE CLÉ
130

RÉGIES DE QUARTIER ET DE TERRITOIRE RÉPARTIES AUJOURD'HUI SUR TOUTE LA FRANCE

CHIFFRE CLÉ
8 000

RÉGIES DE QUARTIER ET DE TERRITOIRE RÉPARTIES AUJOURD'HUI SUR TOUTE LA FRANCE

CHIFFRE CLÉ
320

QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE BÉNÉFICIAIRES DES ACTIVITÉS DES RÉGIES DE QUARTIER

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Le CNLRQ pour Comité National de Liaison des Régies de Quartier est la tête de réseau des 130 Régies de Quartier et de Territoire (RQT). Le CNLRQ est garant du label « Régie de Quartier » et « Régie de Territoire », déposé à l'INPI et responsable de son attribution aux associations qui en font la demande après adhésion au projet et valeurs définies dans notre Charte et Manifeste. Il assure une triple mission d'animation, de représentation et de développement des Régies. Les RQT sont des associations qui regroupent des habitants, des collectivités locales et des bailleurs sociaux pour intervenir ensemble dans la gestion de leur territoire. Elles concourent à un projet global, ancré dans l'Économie sociale et solidaire (ESS). Chaque RQT développe des activités liées au contexte et aux besoins de ses habitants. Pour autant, elles ont toutes en commun une triple mission :

- * Un projet citoyen : les Régies mobilisent les habitants pour qu'ils participent aux décisions de l'association et à la gestion de leur cadre de vie.

Les habitants sont majoritaires dans les instances de gouvernance des RQT.

- * Développement social : les Régies développent des réponses sur mesure aux besoins sociaux et renforcent le lien social entre les habitants pour qu'ils soient acteurs de leur territoire.

Les RQT déploient par exemple des activités autour de la médiation, la mobilité, l'économie circulaire, la fracture numérique, etc.

- * Développement économique : les Régies portent des activités économiques pour entretenir l'espace commun, améliorer le vivre ensemble et créer des emplois. Les RQT se doivent d'être les opérateurs privilégiés de la gestion urbaine (entretien, nettoyage, déchets, etc.) d'un territoire.

“

L'énergie citoyenne est au fondement même de l'histoire des Régies. La première Régie de Quartier est le fruit d'une lutte menée par les habitants d'un quartier de Roubaix pour s'opposer à un projet de rénovation urbaine qui leur était imposé.

Cette énergie citoyenne reste le moteur de la création des nouvelles Régies de Quartier.

Ainsi à Saint-Ouen, en 2020, les habitants ont-ils eu écho des services rendus par la Régie de Saint-Denis lors du confinement, et ont souhaité voir naître un projet similaire sur leur territoire.

Leur forte mobilisation a été entendue par les acteurs politiques de tous bords qui ont intégré cette demande à leurs programmes : cette nouvelle Régie devrait sortir de terre avant la fin de l'année !

Tout au long de la vie des projets, la mobilisation des habitants est primordiale : piliers de la gouvernance, ils sont les relais des réalités locales pour aider la Régie à rester connectée aux besoins du territoire.

”



TAREK DAHER
Délégué général du CNLRQ



Et si ... on instaurait une politique ambitieuse de soutien à l'emploi associatif ?

L'arrêt des contrats aidés a déstabilisé le monde associatif et fragilisé le secteur. Et cela sans qu'un nouveau dispositif de soutien à l'emploi associatif soit mis en place et puisse en particulier soutenir les petites associations de proximité.

Nous sommes convaincus qu'en proposant des contrats financés, pérennes et dédiés aux associations, le tissu et le maillage associatifs en sortiraient renforcés. Et contribueraient directement à faire vivre une démocratie dynamique et vivante.

Collectif pour La Parole des Chômeurs

CHIFFRE CLÉ

20

LE NOMBRE
D'ASSOCIATIONS
REGROUPÉES DANS CE
COLLECTIF.

CHIFFRE CLÉ

270

LE NOMBRE DE
TÉMOIGNAGES RECUEILLIS
AUPRÈS DE CHERCHEURS
D'EMPLOI

CHIFFRE CLÉ

8 500

LE NOMBRE DE RÉPONSES
DÉPOUILLÉES POUR
ÉTABLIR LE LIVRE BLANC.

CHIFFRE CLÉ

150 000

LES BÉNÉVOLES ENGAGÉS
AUPRÈS DES CHERCHEURS
D'EMPLOI.

PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE

Les associations qui viennent en aide aux chômeurs recueillent chaque jour des témoignages bouleversants, elles connaissent ce que les chômeurs vivent et ressentent, mais les responsables politiques ne prennent jamais le temps de les écouter. Pour ce « plafond de verre », il fallait donner la parole directement aux personnes elles-mêmes, et que ce soit elles qui formule les propositions. L'approche des élections, était la bonne occasion.

“

L'ESS veut doper l'énergie citoyenne. Pour cela nous avons choisi la construction d'une coalition d'associations de l'ESS, pour un plaidoyer politique.

Cependant, souvent les coalitions se constituent en réaction à une injustice, ou à une situation inacceptable, sans que l'objectif à atteindre, et les moyens d'y parvenir soient clairement définis

Dans notre action, nous avons d'abord défini l'objectif : faire bouger les pouvoirs publics, avant de mobiliser des forces, en l'occurrence les chômeurs. Ainsi, lorsqu'ils ont été interrogés, ils savaient à quoi leur parole allait servir. Le cadre, et le but ont été définis avant le début de l'action. Si bien que l'enjeu final est devenu le moteur de l'action. Et nous n'avons pas caché la nature « politique », c'est à dire de s'adresser à ceux qui prennent les décisions sur notre vie quotidienne.

”



FRANÇOIS SOULAGE

Animateur du collectif national pour la parole des chômeurs



Livre Blanc

25 janvier 2022

Pour que la parole des chômeurs soit entendue, il fallait regrouper les forces, ne pas laisser les chômeurs seuls, ni se contenter de la parole de spécialistes, ou de sondeurs. À l'initiative du Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs (CCSC), une dizaine d'associations, dont le Secours Catholique, ATD/Quart Monde ou Solidarité Nouvelle face au Chômage, ont décidé d'inverser les manières de faire habituelles. C'est la parole des chômeurs qui devait être retenue. Elles se sont mises d'accord sur un questionnaire de 37 Questions à poser à des chercheurs d'emploi. Ce questionnaire a été envoyé à de nombreuses structures d'accueil de chômeurs pour recueillir les réponses de ceux-ci.

Du fait de la pandémie, ce fut très compliqué, mais nous avons obtenu 270 Questionnaires complets, comportant 8500 réponses.

Ce sont ces réponses dépouillées, regroupées et classées qui constituent le « Livre Blanc Paroles de Chômeurs » d'où sont tirées 9 groupes de propositions. Ces propositions vont être insérées dans la plateforme présidentielle du Collectif Alerte, que celui-ci va négocier avec les candidats, comme il l'a fait aux élections précédentes.

Et si ... l'ESS acceptait qu'elle joue un rôle politique pour soutenir la démocratie ?

La démocratie n'est pas uniquement le système représentatif, c'est la capacité des citoyens d'exercer au quotidien leur droit de vivre dignement dans une société qui respecte leur liberté.

Dans ses différentes formes l'ESS donne des outils pour cela, à travers coopératives, mutuelles ou associations. Mais, aujourd'hui toutes ces structures se considèrent plus comme des unités de production que comme des lieux d'exercice d'une liberté. Liberté d'entreprendre, de se regrouper, de se défendre ou de se protéger.

En créant notre collectif d'associations, nous avons voulu retrouver ce sens de l'action collective au service de personnes en risque d'exclusion de la société à laquelle ils appartiennent de plein droit. Nous voulons redonner son sens à l'action politique de l'ESS.



Leviers identifiés

Présentation des leviers identifiés

1/ Instauration d'une convention citoyenne pour les biens communs

Pour généraliser le principe des biens communs à davantage de ressources, dont la transition est indispensable et l'exclusion de la propriété privée urgente, il paraît pertinent de définir ce qui relève des biens communs dans le cadre d'un processus démocratique impliquant largement les citoyens.

2/ Systématiser la participation des citoyens à l'élaboration des politiques publiques

La reconnaissance légale de la co-construction de la politique publique apparaît avec les lois relatives à la politique de la ville (février 2014), à l'ESS (juillet 2014) et à l'Égalité et la Citoyenneté (janvier 2017). Au plan national comme au plan local, il existe bien plusieurs instances de co-construction réunissant acteurs et décideurs publics, mais elles ne sont pas encore assez répandues.

3/ Rendre obligatoire la consultation des citoyens sur des projets locaux d'envergure

Le rapport de Patrick Bernasconi "Rétablir la confiance des français dans la vie démocratique" préconise de rendre obligatoire l'association des citoyens en amont de la mise en œuvre d'un projet d'aménagement ou d'une politique publique d'envergure pour les collectivités et EPCI de plus de 10 000 habitants.

4/ Créer un fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne

Ce fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne serait doté annuellement de 1% du montant total des crédits affectés au fonctionnement de la démocratie représentative afin de soutenir les expérimentations citoyennes et promouvoir les droits des habitants.

5/ Sanctuariser les conventions citoyennes dans la loi et leur donner un pouvoir d'élaboration législative

Afin d'organiser de façon plus régulière des conventions citoyennes il s'agirait de leur conférer une existence légale garantissant la rigueur méthodologique d'organisation, une gouvernance indépendante et enfin un rôle de proposition de loi d'initiative citoyenne directement soumise au Parlement.

6/ Faciliter la création d'entreprises de l'ESS via un appui spécifique assuré par les CRESS

Les porteurs de projets se heurtent souvent à difficulté de comprendre le cadre d'enregistrement et d'obtenir un suivi administratif spécifiques aux formes juridiques de l'ESS. Il s'agirait donc de créer un dispositif public d'appui à la création d'entreprise sociale et solidaire confié aux Chambres Régionales de l'ESS.

7/ Elaborer des indicateurs de citoyenneté économique au sein des entreprises

Ces indicateurs permettraient d'évaluer quatre piliers de la citoyenneté économique : la gouvernance démocratique, la répartition équitable des richesses, l'épanouissement et l'émancipation des salariés ainsi que l'impact social, environnemental et territorial de l'entreprise, le tout sur un même référentiel.

8/ Faire sauter les verrous législatifs freinant le développement des CAE et des SCIC

Le rapport IGAS et IGF rendu public en mai 2021 pointe du doigt des flous juridiques et les blocages législatifs freinant le développement de ces modes d'entreprendre vecteurs d'en-capacitation des individus et d'exercice démocratique de l'activité de production.

9/ Rendre le service civique accessible à tous les jeunes

Le Service Civique favorise l'engagement de chacun et chacune et, permet de libérer un esprit d'initiative tourné vers l'intérêt général. Tous les jeunes qui le souhaitent doivent avoir les moyens de faire un Service civique

10/ Etendre les chartes de coopération inter associatives dans les quartiers prioritaires politique de la ville

Enrichir les coopérations au travers de ces chartes inter associatives offre la possibilité de croiser différentes approches afin de répondre plus attentivement aux besoins des territoires en urgence sociale. L'ESS dans ses fondements prône l'inter coopération plutôt que la concurrence.

11/ Faire vivre la démocratie à l'ère du numérique avec les Civics Techs

Les Civics Techs sont des outils permettant de démocratiser la participation citoyenne en facilitant son accessibilité. Le numérique ne doit nullement remplacer les espaces de décision physiques mais venir en complément, en touchant un plus grand nombre de personnes.

11/ Définir fiscalement l'innovation sociale pour rendre opérant le Crédit d'Impôt Recherche lié

Il existe un décalage entre la définition de l'innovation sociale inscrite dans la loi du 31 juillet 2014 et rapport à la définition fiscale de référence empêchant certaines entreprises de l'ESS de bénéficier de ce dispositif.

12/ Créer des mécanismes d'incitation à l'innovation sociale adaptés à l'ensemble des structures de l'ESS

Pour se faire, les innovations sociales nécessitent d'investir des moyens conséquents dans l'idéation, la recherche, le développement et l'expérimentation. Plusieurs sources de financement notamment publics existent mais ne s'adressent pas à toutes les structures de l'ESS qui doivent, malgré le caractère d'intérêt général en assumer seules la charge.

13/ Sensibiliser les décideurs et financeurs publics et privés au potentiel de l'innovation sociale :

Jérôme Schatzman dans son rapport "Financer l'innovation sociale" remis à Christophe Létier le 24 juin 2020 préconise de créer un programme de sensibilisation à l'innovation sociale auprès des Ministères en charge de la recherche et de l'innovation, des finances, de l'économie et de déployer des plans de formation pour les chargés d'affaires bancaires, les services et techniciens de BPI, les experts des DRRT et les directions régionales en charge du développement économique, de la recherche et de l'innovation.

Retrouvez l'ensemble des "FOCUS D'ESS FRANCE"



CRÉDIT PHOTOS

© p13 Ety Fidele • p24 Mael Balland • p34 Ryan Magsino

CONCEPTION GRAPHIQUE

CLEO
studio

The logo for ESS France, featuring the letters 'ess' in a bold, blue, lowercase font, with 'France' in a smaller, blue, uppercase font below it. The logo is set within a white circle that has a subtle blue shadow effect.

ess
France



www.ess-france.org



contact@ess-france.org



[@ESS_France](https://twitter.com/ESS_France)

Lors du congrès de l'ESS, ESS France a souhaité mettre un focus sur plusieurs défis auxquels nous sommes confrontés. Ces travaux, appuyés sur la conviction d'une ESS comme pilier du modèle démocratique et social Républicain, ont permis de penser de nouveaux horizons de son développement et de ce qu'elle peut apporter pour orienter le progrès dans toutes ses dimensions.

Les livrets thématiques sont la traduction de cette volonté de capitalisation des travaux engagés. Ils rendent visibles l'expertise et les possibilités offertes par l'ESS et permettent de faire émerger des leviers d'actions afin d'irriguer le débat public en période électorale mais également de fournir des objectifs de long terme, communs à toute l'ESS.